

**Turquie - Union européenne -
Allemagne - Irak - Syrie -
Conférence de presse conjointe de
M. Jean-Yves Le Drian, ministre de
l'Europe et des affaires étrangères,
et de M. Mevlüt Çavusoglu, ministre
des affaires étrangères de la
République de Turquie - Propos de
M. Le Drian**

(Ankara, 14 septembre 2017)

Merci Cher Mevlüt,

Je dois d'abord te remercier de ton accueil chaleureux.

Je suis heureux de revenir en Turquie, où je me suis déjà rendu. Je me rends ici à Ankara pour la quatrième fois, dans le cadre de mes fonctions antérieures et actuelles. Parce que le dialogue avec la Turquie est fondamental, sur de multiples sujets. Et donc il était très important que je me rende ici à Ankara à la demande du président Macron pour réaffirmer la valeur de notre coopération. Et j'ai également eu l'honneur d'être reçu par le président Erdogan et demain par le Premier ministre.

Il faut que nous ayons entre nous, et c'est le cas, un dialogue franc, à la fois exigeant et constructif. C'est cela le dialogue franc. C'est exigeant et constructif. Et d'une grande loyauté. Et nous avons été exigeants et constructifs.

Plus d'un an s'est écoulé depuis la tentative de coup d'État du 15 juillet 2016. Je sais le traumatisme profond que cette épreuve a été pour le peuple turc. Et comme mon prédécesseur l'avait fait, ici même, je tiens à réaffirmer notre solidarité avec la Turquie.

Et il appartient à la Turquie de trouver les réponses aux menaces qu'elle doit affronter. Ces réponses doivent naturellement être adaptées aux circonstances, la France ne le sait que trop bien. Mais ces réponses doivent également s'inscrire, je l'ai souligné, dans le cadre de l'État de droit et dans le respect des engagements internationaux de la Turquie. Je sais, Cher Ami, que vous êtes particulièrement attaché à cela.

Notre relation, vous l'avez dit, notre relation bilatérale est ancienne, profonde. Elle est renforcée par des cadres de coopération robustes. Un «Cadre stratégique de coopération» existe et cela a permis une première «feuille de route». Nous sommes en train de préparer un deuxième cadre stratégique de coopération 2017-2020, je pense que nous aboutirons d'ici la fin

de l'année à l'établir, et qui sera la nouvelle feuille de route qui renforcera notre partenariat.

Vous avez évoqué quelques sujets économiques, en particulier la dimension énergétique, et le fait que la France était tout à fait active dans la mise en oeuvre de la centrale de Sinop. D'autres sujets économiques sont en discussion et le cadre stratégique de coopération permettra de les renforcer et de les faire aboutir.

Parmi les sujets prioritaires de notre coopération, il y a évidemment la lutte contre le terrorisme. Nous entretenons une excellente coopération avec les autorités turques dans la lutte contre Daech. Nous sommes deux pays qui ont été frappés par cette armée terroriste, puisque Daech a frappé la France comme la Turquie. Nous avons à cet égard une coopération active que nous avons évoquée, et avec vous-même Monsieur le Ministre, et avec le président Erdogan. Nous apportons également notre appui à la Turquie dans sa lutte contre un autre acteur terroriste qu'est le PKK. Nous avons eu l'occasion d'en reparler.

Nous travaillons également étroitement avec Ankara sur le dossier syrien. Sur ce dossier, comme sur beaucoup d'autres au niveau régional et international, la Turquie est un partenaire important. C'est pourquoi nous souhaitons qu'elle fasse partie du groupe de contact sur la Syrie que la France propose pour relancer le processus politique.

Par ailleurs, la Turquie est directement touchée par la guerre à ses portes. Et elle a fait preuve d'une solidarité et d'un engagement exceptionnels vis-à-vis des réfugiés, singulièrement des réfugiés syriens, qui sont plus de trois millions sur le territoire turc. Et nous avons pleinement conscience des efforts que la Turquie, avec l'aide de la communauté internationale, notamment avec l'aide de l'Union européenne, les efforts que la Turquie a déployés pour améliorer les conditions d'accueil de ces réfugiés sur son territoire. Et notre coopération dans le domaine des migrations est aussi très importante. L'accord conclu en mars 2016 entre l'Union européenne et la Turquie a produit des résultats incontestables, que je voulais saluer à cette occasion.

Plus largement, il y a la relation entre la Turquie et l'Union européenne. Reconnaissons-le : cette relation est aujourd'hui difficile. La position de la France est claire. Nous ne voulons pas de rupture avec la Turquie, et le président Macron s'est exprimé à plusieurs reprises sur ce point. Mais nous sommes préoccupés par certains développements auxquels nous assistons et nous souhaitons que la Turquie prenne des initiatives pour affirmer sa volonté de respecter les valeurs européennes ainsi que les critères qui ont été agréés, je pense en particulier aux critères de Copenhague.

Et j'ai souligné l'importance de revenir à un climat plus apaisé dans la relation entre la Turquie et certains États membres de l'Union européenne afin de pouvoir nous concentrer sur les défis communs auxquels nous faisons face.

J'ai par ailleurs eu l'opportunité, je le redis ici, auprès du président Erdogan de saluer les initiatives prises par la Turquie sur la situation des Rohingyas en Birmanie. La France est très préoccupée par l'aggravation de la situation sécuritaire et humanitaire des populations Rohingyas en Birmanie. Nous avons appelé à plusieurs reprises à la cessation des violences, à la liberté d'accès de l'aide humanitaire, à la sécurité des populations, et nous avons dit au

président Erdogan comment nous apprécions l'action de la Turquie à cet égard.

Enfin, nous avons évoqué la situation de notre compatriote emprisonné, le journaliste Loup Bureau. Nous avons sollicité une procédure qui soit menée rapidement, afin que notre compatriote puisse revenir en France et retrouver les siens. Nous avons sollicité aussi que l'accès de la famille auprès de Loup Bureau soit possible, et vous avez bien voulu me le confirmer, et que les conditions de détention soient améliorées, et là aussi vous avez bien voulu me le confirmer. Mais nous souhaitons surtout que les procédures se mènent dans les plus brefs délais. Nous respectons la justice turque, mais nous souhaitons que tout cela soit clarifié très vite.

Voilà, Mesdames et Messieurs, Monsieur le Ministre, Cher Mevlüt, je forme le voeu que nous puissions poursuivre dans cet état d'esprit. Il y a un contexte de tensions, il y a des crises régionales, nous avons d'ailleurs sur ces crises généralement le même point de vue, il faut que nous poursuivions ensemble dans ce même état d'esprit de franchise, de clarté. C'est comme cela que se forgent les vraies amitiés.

Q - Quelle est votre appréciation des élections en Allemagne et des relations Turquie-UE ?

(...)

R - Sur ce point, de manière extrêmement brève, je crois l'avoir déjà dit dans mon propos introductif, nous souhaitons que les relations entre l'Allemagne et la Turquie redeviennent sereines, et nous sommes vraiment au regret de constater les tensions qui existent actuellement. Nous espérons que les difficultés seront surmontées. Voilà le seul commentaire que je peux faire, je n'ai pas à commenter les élections allemandes, ce n'est pas ma compétence. Mais je voudrais simplement rappeler que nous avons, la France, un partenariat majeur avec l'Allemagne, et que les tensions récentes entre la Turquie et l'Allemagne ne nous conviennent pas. Donc qu'un état d'esprit nouveau puisse souffler sur les relations sera je crois une bonne chose, et donc il faut prendre, Mon Cher Ami, les initiatives nécessaires. Et ce n'est pas de mon ressort.

Q - Quels leviers la Turquie pourrait-elle utiliser contre le Kurdistan irakien si les kurdes réclamaient un État indépendant en Irak après le référendum du 25 septembre ?

(...)

R - Sur cette question, la position de la France est très claire. Nous sommes déjà en Irak dans l'après-Daech qui commence, préparation à laquelle la France souhaite participer. Puisqu'elle a été dans l'action contre cette armée terroriste, elle veut aussi être présente dans la reconstruction et les réconciliations qui sont nécessaires maintenant en Irak. Nous en avons parlé récemment avec le Premier ministre Al Abadi. Il y a un principe fondamental, c'est le respect de l'intégrité territoriale de l'Irak. De toute façon, c'est le principe fondamental pour le processus de paix au Moyen-Orient. Cela vaut aussi pour la Syrie. Donc nous sommes attachés à l'intégrité territoriale de l'Irak, et au respect, à l'intérieur de cette intégrité, des communautés

qui vivent dans ce pays, le respect mutuel et le respect constitutionnel. Il y a une constitution en Irak, qui date de 2005, qui prévoit une très large autonomie - un statut d'autonomie - au Kurdistan, il faut qu'il soit respecté et que des garanties soient données au Kurdistan pour que cette autonomie soit respectée dans le cadre d'un Irak qui retrouve son intégrité territoriale.

Q - La 6ème réunion d'Astana s'est tenue aujourd'hui au cours de laquelle ont été abordées les questions relatives aux zones de désescalade et au cessez-le-feu, d'après les informations qui nous sont parvenues. Quelles sont vos appréciations concernant la question syrienne et le sommet d'Astana ?

R - Si cela marche, tant mieux ! C'est-à-dire que toute initiative permettant la désescalade, le cessez-le-feu, la protection des populations civiles, le désengagement de l'action militaire et la fin des armes, tout cela est très bien. Je ne peux que donner nos encouragements. Ceci dit la partie est difficile.

Mais la France n'est pas présente au processus d'Astana. C'est une négociation entre trois acteurs majeurs, que sont la Russie, l'Iran et la Turquie ; je souhaite que cela puisse aboutir. C'est sans doute une des conditions pour permettre au processus politique de se dérouler de manière correcte. Mais les réunions sont aujourd'hui donc je ne sais pas si tu as déjà des informations mais c'est plutôt à mon ami de prendre la réponse.

(...)

Q - Ma question a trait au référendum en Irak du Nord. Vous avez parlé de la position de la France, vous avez mis l'accent sur la nécessité du respect de la constitution irakienne, de l'intégrité territoriale de l'Irak. Mais la presse a rapporté aujourd'hui qu'une alternative avait été soumise à Barzani pour qu'il reporte le référendum. Avez-vous des informations sur la teneur de cette alternative ? Par ailleurs, la France a-t-elle un plan de sanctions en cas de réalisation du référendum ?

R - On ne parle de plan de sanction que lorsqu'il y a des événements constatés. Ce n'est pas le cas. Sur la position de la France, je crois l'avoir dit très clairement, nous sommes attachés à l'intégrité territoriale de l'Irak. Et nous sommes très attachés parallèlement au respect de la Constitution de 2005, qui prévoit un statut d'autonomie au Kurdistan, donc il faut le respecter. Ce sont les propos que je tiens aussi au président Barzani. Mais ce sont des propos que partage mon collègue turc aussi.

Q - Est-ce que vous pensez qu'une initiative qui pourrait être prise par la France, la Turquie, peut-être les États-Unis, qui appuierait le Premier ministre Abadi dans le respect de la constitution et qui donnerait une garantie aux Kurdes que plus tard cette constitution, par des élections en Irak, serait respectée, pourrait faire changer de position Barzani ? Est-ce que les parties présentes pourraient se porter garants ?

(...)

R - Juste un point de complément par rapport à ce que dit Mevlüt. C'est une suggestion intéressante. Elle mérite donc un examen approfondi de notre part, avec un accueil favorable. Et je pense que la rencontre entre les deux présidents Erdogan et Macron, à New York pourra aussi intégrer cet élément de coopération potentielle./.